

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Résignation tranquille et dérives autoritaires

Jean-François Lessard

Numéro 14, automne 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/79413ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lessard, J.-F. (2015). Résignation tranquille et dérives autoritaires. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (14), 236–244.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2015

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Résignation tranquille et dérives autoritaires

JEAN-FRANÇOIS LESSARD

Difficultés d'appréhension

Un peu partout en Occident, l'idéal démocratique perd de son aura. Non seulement les citoyens – et les citoyennes – participent-ils de moins en moins aux consultations électorales et n'adhèrent-ils presque plus aux partis politiques, ils sont en outre, et de manière croissante, cyniques par rapport aux politiciens et aux politiciennes. Et nos gouvernements, pour leur part, développent des pratiques autoritaires de la politique qui sont indignes de la démocratie représentative. L'objectif du présent texte est de rendre davantage intelligible ce phénomène aux conséquences tragiques, les dérives autoritaires de nos gouvernants étant l'une des causes premières du cynisme collectif et du désenchantement politique.

Le cas du Québec illustre actuellement fort bien cette dynamique de tentatives répétées d'attaques contre la démocratie, même si le phénomène n'est pas exclusif au Québec ou au Canada; il s'inscrit dans une tendance qui marque les sociétés occidentales depuis plus d'une génération. Malheureusement, les journalistes, les commentateurs et les commentatrices du temps présent, en se contentant de rapporter et d'analyser des « faits » sur le vif, semblent dénués des instruments intellectuels nécessaires pour rendre compte de ce qui se passe réellement. C'est à une inintelligibilité sans précédent que nous confine la surinformation en temps réel. Un « détour » par l'histoire et le monde des idées s'avère donc une nécessité : on ne peut accepter de s'en tenir aux discours véhiculés par ceux et celles qui détiennent le pouvoir politico-économique et se restreindre à l'analyse des seuls détails circonstanciels de la vie politique. Des questions fondamentales se posent également à nous : comment expliquer ce phénomène généralisé ? Comment ce tournant a-t-il pris forme ? Pourquoi advient-il également chez nous ?

Avant de chercher à répondre à ces questions, une précision s'impose concernant la notion de dérives autoritaires. Trop souvent, l'autoritarisme est associé aux dictatures; or, on ne peut pas assimiler de manière simpliste l'autorité à la dictature et celle-ci au nazisme, au fascisme et au communisme. Cela revient à tout mettre sous la même étiquette et à obliger à une lecture binaire du monde, réparti entre bons et mauvais régimes politiques. Un tel manichéisme ne contribue en rien à approfondir la compréhension du monde qui est le nôtre et à mieux le comprendre. Sans chercher à produire ici une typologie des formes possibles d'autoritarisme, précisons que l'autoritarisme est le produit d'un régime politique qui prend des décisions de manière autoritaire. Évidemment, il existe des degrés d'autoritarisme. Néanmoins, on comprendra que le régime représentatif qui est le nôtre exige une

grande prudence et une finesse de jugement. N'étant pas fondé sur le pouvoir direct du peuple (soit la démocratie, au sens où les Athéniens l'entendaient) ni sur le pouvoir d'un seul (la tyrannie) ou d'un petit nombre (l'oligarchie), le régime représentatif implique des consultations, la prise en compte des voix dissidentes et la recherche toujours difficile d'un certain consensus basé sur une « volonté du peuple » passablement théorique.

Force est de constater que ce n'est pas ce à quoi nous assistons de manière grandissante depuis de nombreuses années, et cela semble s'être accentué depuis le retour du Parti libéral du Québec (PLQ) à la tête de l'État québécois. L'imposition devient la nouvelle norme. Partout, on inflige des réformes en nous expliquant que cela est nécessaire, qu'il est impossible de faire autrement. Nous avons déjà entendu ces antiennes, mais elles sont reprises avec plus de vigueur que jamais. Il arrive encore que l'on puisse lire et entendre, dans différentes tribunes médiatiques, que les gouvernements cherchent à contenter l'électorat; d'aucuns dénoncent un prétendu « populisme » au nom d'impératifs qui voudraient que nos éluEs cessent de satisfaire les désirs égoïstes, irrationnels et à courte vue des citoyens et des citoyennes. Ce n'est pourtant pas le cas de manière générale. Il existe très certainement des décisions gouvernementales qui ont été prises afin de plaire à l'électorat; néanmoins, la tendance générale va plutôt dans le sens contraire.

Nous vivons dans des sociétés qui ne cessent de produire de plus en plus de richesse (même si le niveau de productivité semble ne jamais satisfaire nos gouvernements et les chefs d'entreprise, d'autant plus que l'on trouvera toujours, en cette période de mondialisation, un ailleurs plus productif). Pourtant, c'est à un appauvrissement collectif que nous assistons depuis bientôt quatre décennies, les élites politiques procédant à une dépossession collective des acquis sociaux. Les services sociaux sont régulièrement amputés; étude après étude, on nous confirme que le pouvoir d'achat des individus diminue (parallèlement, l'endettement des ménages bat tous les records); les régimes de pension sont transformés en régimes à prestations indéterminées¹; et depuis des années, les régimes publics de pension ne sont plus indexés en fonction de l'inflation. La qualité des emplois ne cesse également de se dégrader; le nombre d'emplois syndiqués diminue, phénomène favorisé par un Code du travail qui n'a pas été revu depuis des décennies (à la satisfaction de la partie patronale) et la précarité d'emploi est devenue une réalité incontournable du marché du travail. Les inégalités, bien que moindres au Québec, sont en hausse ici comme ailleurs. Pour le dire d'un mot, nous vivons dans une société qui ne va pas bien du tout. Le Québec, tout comme le Canada, a beau produire toujours plus de richesse, cela semble carrément insuffisant. Quand on prend un moment pour regarder ce qui se passe, on a l'impression de vivre dans un pays qui n'a tout simplement

1 Soulignons que le discours dominant insiste pour parler de « régimes à cotisations déterminées » afin de ne pas trop insister sur l'insécurité qui accompagne ce type de régime. Enfin, doit-on insister sur le fait que les régimes à prestations déterminées sont également des régimes dont la cotisation est elle aussi déterminée ?

plus les moyens de maintenir ce dont il avait réussi à se doter collectivement. Ce qui se traduit par des compressions sévères à l'assurance-chômage, un système de santé qui périlite lentement, mais inexorablement (ce qui a permis, entre autres, la multiplication des cliniques privées), des pertes d'expertise dans la fonction publique (où aucun ministère n'a été épargné), des diminutions drastiques des sommes allouées à Radio-Canada, la réduction des représentations du Québec à l'étranger, l'octroi de subventions faméliques à Télé-Québec, la fin du service de livraison du courrier à domicile par Postes Canada et, depuis quelques décennies déjà, la désinstitutionnalisation des gens affectés par les maladies mentales (ce qui a eu pour résultat qu'ils sont venus peupler les rues du centre-ville de Montréal notamment). Nous en sommes rendus à un point tel qu'il devienne presque indécent de rappeler le désinvestissement massif dans les mesures de protection des consommateurs et des consommatrices, la réduction du nombre des inspecteurs en hygiène alimentaire ou la fin de nombreux programmes en santé préventive, tellement d'autres services considérés comme plus essentiels n'ont plus la capacité d'assurer leurs missions. Partout le même constat s'impose : l'État n'a plus les moyens. Nous ne le savions pas, mais nous vivions, paraît-il, de manière éhontée au-dessus de nos moyens. Un peu plus et l'on nous laisserait entendre que nous étions collectivement une bande d'irresponsables qui présidait à la destruction de notre propre société.

Les origines du tournant néolibéral

Il faut chercher à savoir comment nous en sommes arrivés là. Sommes-nous véritablement aussi pauvres que l'on nous le dit ? Étions-nous collectivement aussi aveuglés que l'on nous le laisse entendre, ce qui expliquerait que nous avons vécu à crédit pendant si longtemps ? Il est important de souligner que ce double phénomène de diminution des services sociaux (santé, éducation, prestations diverses, etc.) et de détérioration de la qualité des emplois n'est pas unique au Québec et au Canada. S'il prend des formes et des rythmes variables ailleurs, c'est au même double dépérissement que nous assistons aussi bien en France qu'en Allemagne, aux États-Unis qu'au Royaume-Uni, et c'est à un mécontentement similaire, mais très peu couvert par les médias, auquel nous assistons (dont témoignent les *Indignados* et *Occupy Wall Street*).

Il faut d'abord comprendre que la donne actuelle s'inscrit dans une dynamique historique où les promesses du communisme de type soviétique ont perdu presque toute crédibilité. Ces régimes ont connu un écroulement moral avec le goulag et la répression; l'irréalisme des plans quinquennaux et les pénuries ont également terni l'image économique de ces régimes; leur disparition sur l'échiquier mondial a du coup mis fin à une possibilité de choix politique. Bref, l'effondrement moral, économique, puis politique des régimes concurrents au libéralisme a permis le retour triomphant de celui-ci sur la scène de l'histoire. Ce retour, d'où la dénomination de *néolibéralisme*, est marquée par l'ivresse de la

victoire². Le régime libéral de démocratie représentative et d'économie capitaliste a non seulement survécu à ses contempteurs qui se situaient de chaque extrême du spectre politique, mais l'impression dominante – autant pour ses tenants que pour ses adversaires – est que le libéralisme demeure le seul type de régime politique en lice aujourd'hui.

L'époque contemporaine présente des airs de ressemblance avec le début du XX^e siècle où le libéralisme dominait les sociétés occidentales, et ce, jusqu'à la Révolution bolchévique en Russie et la montée des régimes d'extrême droite ailleurs en Europe dans les années 1920 et 1930. À partir de cette montée des extrêmes exprimant une grande insatisfaction populaire, le libéralisme devra se réformer profondément, répondre davantage aux attentes des citoyennes et des citoyens afin que ceux-ci ne rejettent pas à leur tour le régime libéral. Le mécontentement des ouvriers et des petites gens produira des effets. La réponse prendra de multiples formes : développement de l'État-providence, réforme des lois du travail en faveur des ouvriers et des ouvrières, mise en place de mesures sociales d'aide aux plus pauvres et aux plus démunis, accompagnement dans la vieillesse, etc. Or, ces initiatives sont moins nécessaires maintenant que la concurrence idéologique n'est plus d'actualité. Toutefois, il faut faire attention et ne pas se tromper. Si l'époque n'est pas marquée par de profonds conflits idéologiques, cela ne signifie aucunement que nous assistons à la fin des idéologies : cela serait un leurre que de croire une telle chose. L'époque est fortement imprégnée d'idéologie, mais une seule prédomine, au point où plusieurs de nos concitoyens et de nos concitoyennes en viennent à penser qu'il s'agit de la seule manière possible d'entrevoir le monde. C'est ce qui explique que d'aucuns peuvent le plus sérieusement du monde affirmer, à propos des réductions dans les services sociaux, que « nous n'avons pas le choix » et qu'« il n'y a pas d'autre solution ». Loin d'assister à la fin des grands récits, l'époque présente est témoin du triomphe sans précédent d'une seule idéologie, le libéralisme.

Celui-ci a pour caractéristique de placer au premier plan la liberté individuelle – c'est d'ailleurs l'une de ses grandes forces – mais cette liberté profite bien davantage aux possédants et aux puissants de ce monde qu'à l'ensemble. C'est ce qui explique que l'idéologie néolibérale préside à la montée des inégalités et au règne du chacun-pour-soi : l'individu libéral est un être fondamentalement égoïste et seuls les plus favorisés peuvent bien s'en tirer dans la société où ils et elles évoluent. C'est d'ailleurs la thèse formulée en son temps par Herbert Spencer, défenseur de « la survie des plus aptes » comme principe social directeur³. Dans la conception libérale, l'État n'a pas à intervenir pour réguler le marché ou la société. L'État doit « laisser-faire », pour reprendre une expression célèbre. C'est

2 Il est essentiel de souligner qu'il existe de nombreuses différences entre le libéralisme classique et le néolibéralisme actuel, mais comme il ne s'agit pas de l'objet principal de mon propos, je laisse de côté cet aspect.

3 Ce principe est encore toujours très d'actualité, comme vient de nous le démontrer de manière magistrale Thomas Piketty, *Le capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 2013.

au retour de cette conception que nous assistons depuis quelques décennies déjà. L'acteur étatique se désengage de la société et du marché. C'est ce qui explique la dynamique actuelle : le régime libéral se désengage auprès de sa population, mais il accompagne le nouveau capitalisme financier et la dette est dorénavant au cœur des rapports de pouvoir⁴. Les banques centrales, sous la pression des marchés, sont devenues indépendantes du pouvoir politique, ce qui a pour effet que les éluEs ne peuvent plus utiliser la monnaie pour relancer l'économie ou financer les programmes sociaux. Les États se voient « obligés » d'emprunter sur les marchés afin de financer leurs dépenses, plutôt que d'émettre de la monnaie comme cela était le cas auparavant. Autrement dit, on a renversé la dynamique au profit des marchés : les États sont dorénavant leurs prisonniers. Quand on sait qu'auparavant les gouvernements pouvaient se financer auprès de leur banque centrale sans payer aucun intérêt et qu'ils pouvaient rembourser par la suite à même la croissance économique qui leur rapportait des revenus par le prélèvement des impôts, on mesure à quel point les élites politiques ont soumis l'appareil étatique aux règles de l'idéologie libérale qui légitime le capitalisme. C'est là un des facteurs explicatifs les plus importants de l'augmentation des dettes publiques⁵.

La domination idéologique

Loin de constituer un phénomène incompréhensible ou difficilement explicable, la dette est un pur produit de la gouvernance libérale. Ce n'est pas parce que depuis une ou deux décennies, nous avons augmenté de manière substantielle la taille de l'État-providence que nous en sommes rendus là; ce n'est pas non plus le vieillissement de la population – qui débute à peine – qui peut expliquer ces attaques répétées contre les services publics; dans certains pays, on en est même à organiser de grandes braderies des entreprises publiques, que d'aucuns rêvent d'ailleurs de réaliser ici avec Hydro-Québec et la Société des alcools du Québec. Cette gouvernance idéologique permet au grand capital de reprendre le contrôle sur la société dorénavant débitrice ; on procède à une privatisation au profit du capital et cette nouvelle donne permet le développement d'une éthique de culpabilité voulant que l'individu et la société doivent « rembourser » ce à quoi ils n'avaient pas véritablement droit puisqu'ils s'étaient procuré à crédit des services et des avantages. Le néolibéralisme est en fait une nouvelle rationalité politique. Cette rationalité favorise l'augmentation des profits du capital financier et la dépossession sociale organisée et opérée par des élites consentantes. Puisque ce discours est dominant dans les médias, on assiste à la diffusion des valeurs du marché capitaliste chez nombre de nos concitoyens qui en viennent à prêcher désormais en faveur de la réduction des dépenses publiques et des impôts.

4 Voir à ce sujet l'ouvrage incontournable de Pierre Dardot et Christan Laval, *La nouvelle raison du monde*, Paris, La Découverte, 2010.

5 Pour un excellent portrait d'ensemble, on consultera Maurizio Lazzarato, *La fabrique de l'homme endetté*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011.

Là encore, il est nécessaire de montrer jusqu'à quel point le dispositif idéologique fonctionne rondement. Les baisses d'impôts, au programme de la plupart des partis politiques considérés comme « sérieux » (entendre classiques), sont réalisées essentiellement à l'avantage des entreprises et des plus fortunés. Ces attaques répétées contre l'impôt engendrent ainsi un double processus de transfert massif vers les plus nantis et de creusement des déficits publics, venant ainsi donner de la crédibilité à l'idée que nous vivons au-dessus de nos moyens. Le tout est présenté comme allant de soi par une presse servile qui a depuis longtemps perdu ses lettres de noblesse. Nous assistons à un activisme idéologique de déconstruction sans précédent.

À partir de ce constat, nous devons chercher à comprendre comment la domination de l'idéologie néolibérale se met en place au Québec et pourquoi cela se produit maintenant. Le Québec ne fait pas figure de précurseur dans la restructuration à la sauce néolibérale. Nous avons bien eu droit à un avant-goût de cela lors de la course effrénée vers le déficit zéro de Lucien Bouchard durant laquelle le système de santé, entre autres, a été grandement ébranlé par la mise à la retraite de dizaines de milliers d'infirmières. Afin de « briller parmi les meilleurs », le gouvernement de Jean Charest n'en avait que pour une réingénierie de l'État québécois, elle aussi inspirée du néolibéralisme. Cela dit, la soumission de la société aux normes néolibérales a eu lieu bien avant ailleurs; on n'a qu'à penser aux États-Unis de Ronald Reagan et à la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher, qui sont des illustrations éloquentes d'autoritarisme idéologique. Le tournant n'a pas toujours été aussi radical, mais il a eu lieu et il se poursuit à travers le monde⁶. Il en va de même du gouvernement actuel de Philippe Couillard. Les dictats du néolibéralisme constituent la référence centrale du premier ministre actuel, lecteur attentif de John Micklethwait et d'Adrian Wooldridge, deux idéologues proposant une version très radicale et autoritaire du néolibéralisme.

On peut se demander pourquoi les services publics et ce que l'on a l'habitude d'appeler le « modèle québécois » ont été préservés plus longtemps ici qu'ailleurs (bien que nous ne soyons pas les seuls à avoir réussi à conserver des acquis sociaux). Il est difficile de répondre de manière catégorique à cette question. On peut néanmoins tenter d'avancer une explication. Notre régime démocratique, bien qu'imparfait et fort éloigné de l'idée que les Grecs se faisaient du pouvoir direct du peuple, a permis de conserver, bien que de manière incomplète et contestable, l'attachement important aux valeurs de la solidarité collective qui caractérise le peuple québécois. Il ne s'agit pas de prétendre que la vaste majorité des citoyens et des citoyennes du Québec sont des socialistes radicaux, il s'agit plutôt d'affirmer qu'un très grand nombre de nos concitoyens sont attachés à l'État-providence et aux avantages qu'ils en retirent. On retrouve ici un appui solide au maintien de services publics de qualité et diversifiés. Voilà, me semble-t-il, la raison principale

6 David Harvey, *Brève histoire du néolibéralisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2014.

qui explique que les ravages du néolibéralisme ont été jusqu'ici moins importants ici qu'à certains autres endroits dans les pays développés.

Depuis le retour du PLQ au pouvoir à Québec, nous assistons à une imposition forcée et à grande vitesse des normes néolibérales. Peu de consultations, mesures punitives envers les commissions scolaires qui ont dû sabrer dans les services aux élèves après l'amputation importante de leur budget (suite au redécoupage des territoires des commissions scolaires de Montréal et de Marie-Victorin), sanctions contre les municipalités qui refusent de cacher les effets qu'entraînent les coupes sur les impôts et les services locaux (Laval et Longueuil), imposition d'une loi qui redéfinit de manière drastique les régimes de retraite des employés municipaux, des policiers et des pompiers (sans aucune obligation véritable d'ouverture à la discussion de la part de la partie patronale), fin du régime universel d'accès aux services de garde de la petite enfance (une énième promesse électorale brisée) et enfin, un premier ministre intimant aux journalistes de ne pas aller répéter que nous vivons une période d'austérité au Québec, qu'une telle conception est une vue de l'esprit : ce sont là autant de manifestations d'un virage radical. Tout est réalisé désormais rapidement et sans consultations. On a ici une belle illustration d'une série d'impositions autoritaires au nom d'« impératifs » qui interdisent toute remise en question. Dans une démocratie représentative, il s'agit là de dérives autoritaires. C'est grâce à sa majorité à l'Assemblée nationale (malgré un appui de seulement 41,5 % des voix) que le PLQ peut se permettre une telle hardiesse. De plus, soulignons que jamais ce gouvernement n'avait annoncé son programme hautement idéologique en campagne électorale; il n'a donc pas le mandat de réaliser la mission qu'il s'est lui-même attribuée.

Le régime politique qui est le nôtre exige d'une part une grande prudence, car la démocratie représentative implique nécessairement une distorsion entre les aspirations majoritaires des citoyens et leur incarnation à travers le processus de représentation; d'autre part, notre système politique requiert également une finesse de jugement, car notre système parlementaire à son tour entraîne des distorsions supplémentaires en profitant de manière disproportionnée aux grands partis, d'où la nécessité d'être à l'écoute de la volonté populaire.

Ce qui se profile à l'horizon...

Nous assistons à une accélération sans précédent dans l'imposition des normes néolibérales au Québec; la période Couillard apparaît encore plus néfaste que les précédentes sous Bouchard et Charest. La redéfinition néolibérale ne représente aucunement une volonté populaire, d'autant moins que la situation économique de la majorité de la population ne cesse de se détériorer et de se précariser. Pourquoi alors nous impose-t-on cette cure d'austérité et cette redéfinition du rôle et de la place de l'État ? Pourquoi cette nouvelle soumission à un dictat idéologique ? De manière plus générale et théorique, on assiste bien entendu à un retour en force du libéralisme; il faut également tenir compte, de manière plus spécifique, de la puissance du capitalisme financier qui n'est pas à négliger. Cela

explique d'ailleurs que l'on a depuis des années multiplié les accords de libre-échange. Ces accords, très bénéfiques pour les entreprises et la libre circulation du grand capital, ont pour effet de positionner les travailleuses et les travailleurs les uns contre les autres, les Québécois se retrouvant ainsi en compétition avec les ouvriers mexicains et chinois. Il en va de même pour les travailleurs et les travailleuses des autres pays qui avaient réussi à atteindre un développement économique enviable⁷. Des mesures de protection économique étaient pourtant la norme il n'y a pas si longtemps. Il y a à peine une génération, tous les partis politiques classiques étaient des défenseurs d'un protectionnisme économique; dorénavant ils sont – sans exception – libres-échangistes. Pourquoi ? Comment expliquer ce revirement spectaculaire ?

Il n'y a en réalité aucun mystère et ces changements ne s'expliquent pas par un désir éthique de contribuer à l'avènement de classes moyennes en Chine et ailleurs. Pour comprendre les modifications qui affectent l'époque présente, il est nécessaire et urgent de rétablir la notion de la lutte des classes. Le néolibéralisme présidant au retour des grandes inégalités, les plus « aptes », dont l'élite politique croit faire partie, réalisent rapidement où sont leurs intérêts, c'est ce qui explique que nous ayons affaire à une élite politique qui privilégie l'idéologie néolibérale au détriment de leurs commettants. Ils ne gouvernent plus en fonction du peuple qu'ils sont censés représenter et d'où ils tirent leur unique légitimité, ils gouvernent en obéissant aux puissants de ce monde. Leur allégeance et leur dévouement vont, de manière croissante, aux règles du marché et aux dictats du néolibéralisme.

Que peut l'immense majorité des citoyens et des citoyennes dans un tel contexte ? L'horizon s'annonce sombre à plusieurs égards. Cependant deux prises de conscience sont nécessaires afin de pouvoir amorcer un début de changement, de pouvoir penser ne serait-ce qu'ébranler la domination idéologique qui s'abat sur les régimes démocratiques modernes. La première concerne le besoin de solidarité, la seconde consiste à prendre la mesure de la chape d'obscurantisme que produit le récit idéologique néolibéral.

Nous vivons actuellement une période de reculs en ce qui a trait aux protections sociales de toutes sortes. De plus, la condition privée des individus devient un objet de préoccupation justifié pour la plupart de nos concitoyens et de nos concitoyennes. Le déclassement et la misère sociale ne cessent de gagner du terrain, le sort des enfants apparaît souvent moins enviable que celui de leurs parents. Il n'est donc pas surprenant que l'idée du chacun-pour-soi gagne du terrain. Or, il faudra que les individus réalisent rapidement qu'il n'est pas du tout à leur avantage aussi bien personnel que collectif de ne pas faire preuve de solidarité avec les autres individus et groupes de la société qui vivent essentiellement les mêmes réalités qu'eux. Lors de l'héroïque Printemps érable, il y a bien eu à certains égards l'amorce de quelque chose. Les étudiantes et les

7 Claude Vaillancourt, *L'empire du libre-échange*, Montréal, M Éditeur, 2014.

étudiants qui étaient pourtant appelés à demeurer encore étudiants seulement quelques années tout au plus ont pris d'assaut la rue et l'espace public afin de revendiquer quelque chose qui était essentiellement une promesse pour ceux qui allaient leur succéder. Notons qu'une partie minoritaire, mais bien réelle, de la société québécoise les a appuyés. Malheureusement, une vaste partie de cette même société, ennuyée par le brouhaha causé et dérangée dans ses paisibles habitudes, n'a pas fait preuve de solidarité. Aujourd'hui, les policiers, les pompiers et autres employés municipaux sont dans la rue, consternés par la destruction de leurs acquis sociaux⁸. Tant et aussi longtemps que chaque groupe et chaque individu agiront uniquement en fonction de leurs propres intérêts, il sera difficile, voire impossible, de renverser la tendance. Les normes néolibérales sont imposées de manière autoritaire et non démocratique à une majorité de la population, celle qui ne fait pas partie du club sélect des privilégiés. Si on ne perçoit pas que les gains et les victoires des uns ne peuvent que profiter, ne serait-ce qu'indirectement, aux autres, il y a là un obstacle majeur qui empêche une prise de conscience pouvant conduire à un désir réel de changement.

Enfin, l'autre grande prise de conscience concerne la nature du phénomène lui-même. On ferait fausse route en imaginant que le libéralisme, à l'instar d'une dictature brutale, impose ses vues de manière frontale. Le respect des libertés individuelles demeure une constante du libéralisme, ce qui contribue à son attrait⁹. Il faut faire comprendre à nos contemporains et que ceux-ci réalisent que cette liberté est pour beaucoup factice, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une liberté d'expression, mais sans conséquence véritable, une liberté de choix, mais qui concerne essentiellement la consommation, une liberté à propos du mode de vie, mais qui n'a aucun effet sur la structuration économique et politique. Le libéralisme n'est pas imposé de manière coercitive; son avantage repose sur sa capacité à créer des subjectivités compatibles avec ses idéaux. Il réussit à créer des « entrepreneurs de soi » (pour reprendre Michel Foucault) grâce à son influence culturelle et médiatique. L'individu contemporain est à la fois inquiet de ne pas pouvoir individuellement s'en sortir (on peut le comprendre) et en partie obnubilé par les possibilités qui s'offrent à lui – et à elle – si, seul, il parvient à réussir. Ces promesses constituent évidemment un leurre pour une écrasante majorité de la population. C'est seulement une fois ces deux prises de conscience effectuées qu'il sera envisageable de voir se profiler un devenir différent à l'horizon. Autrement, nous sommes collectivement condamnés à la résignation tranquille.

8 Soulignons l'ironie de voir des policiers manifester contre les politiques idéologiques qui sont essentiellement les mêmes que celles contre lesquelles les étudiantes et les étudiants se sont battus et qui leur a valu une répression sévère et injuste des corps policiers.

9 L'histoire du libéralisme ne se résume pas uniquement à une longue apologie de la liberté. On consultera à ce sujet Domenico Losurdo, *Contre-histoire du libéralisme*, Paris, La Découverte, 2013.